

Parlamentsdienste

Services du Parlement

Servizi del Parlamento

Servetschs dal parlament



Commissions de l'économie et
des redevances, secrétariat
CH-3003 Berne
Tél. 031 322 00 47
Fax 031 322 83 55
www.parlement.ch
wak.cer@parl.admin.ch

La Commission de l'économie et des redevances du Conseil des Etats pendant la 48^e législature 2007 – 2011

1 Mandat

Selon l'art. 44, al. 1 de la loi sur le Parlement, les commissions [législatives] :

- a. procèdent à l'examen préalable des objets qui leur ont été attribués ;
- b. examinent et tranchent les objets sur lesquels elles sont appelées à statuer définitivement en vertu de la loi ;
- c. suivent l'évolution sociale et politique dans leur domaine de compétences ;
- d. élaborent des propositions visant à résoudre des problèmes relevant de leur domaine de compétences ;
- e. veillent, dans leur domaine de compétences, à ce que des évaluations de l'efficacité soient effectuées; à cette fin, elles soumettent des propositions aux organes concernés de l'Assemblée fédérale ou donnent un mandat au Conseil fédéral;
- f. tiennent compte des résultats des évaluations de l'efficacité.



Par décision du Bureau du 8 novembre 1991 et en vertu de modifications ultérieures, la CER-E s'est vu attribuer les domaines de compétence suivants :

- Economies nationale / d'entreprise
- Travail
- Employeurs / syndicats
- Banques / argent / crédit / monnaie
- Conjoncture
- Concurrence / cartels
- Douanes
- Prix
- Consommation
- Industrie / arts et métiers
- Commerce / prestations de service
- Assurances privées
- Garantie du risque à l'exportation
- Développement régional
- Finances
- Fiscalité
- Agriculture
- Objets relatifs à l'OMC et accords de libre échange (CER-E uniquement)

2 Objets traités pendant la première moitié de la 48^e législature 2007-2009

21 Répartition par type des objets traités

La CER-Ea procédé à l'examen préalable de 132 objets, qui se répartissent comme suit :

	Type d'objet	Nombre	Remarques
a.	Initiatives populaires	4	
b.	Projets d'arrêtés du Conseil fédéral	33	
c.	Rapports du Conseil fédéral	15	
d.	Co-rapports	5	
e.	Consultation sur un projet d'ordonnance du Conseil fédéral	13	
f.	Examen préalable des initiatives parlementaires	12	6 donner suite 1 ne pas donner suite



			<i>5 traitées puis retirées</i>
g.	Avis sur les examens préalables conclus par une décision positive de la CER-N	21	<i>8 approbation 12 rejets 1 traitée puis suspendue</i>
h.	Examens préalables d'initiatives des cantons	32	<i>3 donner suite 22 ne pas donner suite 7 traitées puis suspendues</i>
i.	Élaboration d'un projet (iv. pa. / iv. ct. 2 ^e phase, iv. comm.)	4	<i>4 adoptions</i>
j.	Projet émanant de l'autre conseil (initiatives parlementaires élaborées par une commission du Conseil des États)	5	<i>3 adoptions 2 rejets</i>
k.	Interventions de la commission	14	<i>13 motions 1 postulat</i>
l.	Motions de l'autre conseil (et motions du Conseil national modifiées par le Conseil des États)	95	<i>22 adoptions 9 modifications 52 rejets 12 traitées puis suspendues</i>
m.	Pétitions	5	<i>5 ne pas donner suite</i>
n.	Objets internes	26	--
o.	Cas particuliers	--	
	Total	284	

Relevons le grand nombre d'objets traités par la commission, soit 284. Une comparaison avec la législature précédente est intéressante a commission a traité proportionnellement près de 50% d'objets en plus par rapport à la législature 2003-2007 (191 objets) . Ceci est sans doute le reflet de la période très intense qu'a connue la commission en raison de la crise économique et financière.



22 Projets émanant du Conseil fédéral

Les principaux projets du Conseil fédéral :

- 04.074é Imposition des participations de collaborateur. Loi
- 06.085é Simplification du rappel d'impôt en cas de succession et introduction de la dénonciation spontanée non punissable. Loi fédérale
- 06.103n Suppression et simplification des procédures d'autorisation. Loi
- 07.053n Loi sur l'imposition du tabac. Modification
- 07.054n Péages du tunnel du Grand-Saint-Bernard. Non-assujettissement à la taxe sur la valeur ajoutée
- 07.091n Assurance directe. Accord avec la Principauté du Liechtenstein
- 08.010n Loi sur les brevets. Choix du régime de l'épuisement en droit des brevets
- 08.019én Motions et postulats des conseils législatifs 2007. Rapport
- 08.053n Simplification de la TVA – projet A
- 08.054é Loi sur les entraves techniques au commerce
- 08.055é Loi sur la sécurité des produits
- 08.076én Loi sur les banques. Modification
- 09.013én Mesures de stabilisation conjoncturelle II.
- 09.017né Motions et postulats des conseils législatifs 2008. Rapport
- 09.022n Loi sur l'agriculture. Réserve au bilan destinée au financement de mesures d'accompagnement

- 09.030n Accords de libre-échange entre les Etats de l'AELE et la République de Colombie.
- 09.031é Pour des impôts équitables. Stop aux abus de la concurrence fiscale (Initiative pour des impôts équitables). Initiative populaire
- 09.032n Progression à froid pour l'impôt fédéral direct. Compensation des effets
- 09.045é Allègements fiscaux en faveur des familles avec enfants. Loi
- 09.062én Mesures de stabilisation conjoncturelle III. Loi fédérale limitée dans le temps
- 09.072n Accord de libre-échange entre les Etats de l'AELE et les Etats du Conseil de Coopération du Golf arabe. Approbation
- 09.074n Initiative sur l'épargne-logement et Accéder à la propriété grâce à l'épargne-logement. Initiatives populaires

- 10.049é Loi sur les banques (garantie des dépôts). Modification .



- 10.050én Limiter les risques pour l'économie nationale inhérents aux grandes entreprises. Planification des mesures
- 10.057n 6 semaines de vacances pour tous. Initiative populaire
- 10.060é Sécurité du logement à la retraite. Initiative populaire.
- 10.064n Moyens financiers destinés à l'agriculture pour les années 2012 et 2013
- 10.066n Impôts sur le revenu et sur la fortune. Eviter des doubles impositions
- 10.082é Accord de libre-échange entre les Etats de l'AELE et le Pérou
- 11.019n Promotion économique pour les années 2012-2015
- 11.023é Frais de formation et de perfectionnement. Imposition des frais. Loi
- 11.028é Loi sur les banques. Modification (too big to fail)

Les résumés des messages, des rapports et des délibérations sont disponibles sur Curia Vista.

Remarques concernant le traitement des projets d'acte au sein de la CER-E:

Alors que le Conseil fédéral prévoyait que ces dossiers soient traités de façon échelonnée, la commission a voulu que les dossiers 09.032 Progression à froid pour l'impôt fédéral direct. Compensation des effets et 09.045 Allègements fiscaux en faveur des familles avec enfants soient traités en même temps par le parlement. Afin par ailleurs de laisser ouverte la possibilité d'une entrée en vigueur de ces réformes fiscales en 2010 déjà, la CER-E a donc fait la demande au Bureau de convoquer une session spéciale du Conseil des Etats durant le mois d'août 2009, session qui a eu les 10 et 11 août. Le parallélisme du traitement entre les deux dossiers a été respecté puisque les deux projets ont été définitivement approuvés ensemble durant la session d'automne 09. En revanche, le parlement a finalement décidé de ne faire entrer en vigueur ces dossiers qu'en 2011.

L'objet 08.053n, Simplification de la TVA. Projet A (révision totale de la loi) a été examiné pour la première fois par le 2^{ème} conseil lors de la session d'été 2009. Durant cette même session, l'objet a pu être mis sous toit malgré le fait qu'il ait dû encore être examiné une deuxième fois par chaque conseil.

D'autres révisions ont également pu aboutir grâce à un règlement des divergences ayant lieu exclusivement durant la session (et non dans le cadre des séances ordinaires des commissions entre les sessions). Il s'agit des projets suivants :

- 08.010n Loi sur les brevets. Choix du régime de l'épuisement en droit des brevets
- 08.054é Loi sur les entraves techniques au commerce
- 09.045é Loi sur les allègements fiscaux en faveur des familles avec enfants.



- 11.019n Promotion économique pour les années 2012-2015
- 11.028é Loi sur les banques. Modification (too big to fail)

Par ailleurs la commission a dû traiter plusieurs projets en procédure accélérée. A chaque fois il s'agissait de projets présentés par le Conseil fédéral en lien avec la crise économique et financière. Il s'agissait des projets suivants :

- 08.076én Loi sur les banques. Modification
- 09.013 Mesures de stabilisation conjoncturelle II

09.062én Mesures de stabilisation conjoncturelle III Certaines révisions législatives ont en outre fait l'objet d'une conférence de conciliation. On signale en particulier :

- 08.054é Loi sur les entraves techniques au commerce
- 09.032n Progression à froid pour l'impôt fédéral direct. Compensation des effets
- 09.062én Mesures de stabilisation conjoncturelle.
- 09.074n Initiative sur l'épargne-logement et Accéder à la propriété grâce à l'épargne-logement. Initiatives populaires
- 11.028é Loi sur les banques. Modification (too big to fail)

Relevons encore en ce qui concerne l'objet 09.062 que ce dossier a connu la particularité de devoir non seulement être traité en procédure accélérée durant une seule session, mais également de faire l'objet de divergences entre les conseils qui ont subsisté jusqu'à la convocation de la conférence de conciliation. En ce qui concerne les initiatives sur l'épargne logement (09.074), la proposition de la conférence de conciliation sur la recommandation n'a pas reçu l'approbation des deux conseils, de sorte que les deux initiatives seront soumises au vote du peuple et de cantons sans recommandation du Parlement.

Une dernière remarque concerne l'objet 10.066 (imposition sur le revenu et sur la fortune, Eviter la double imposition). Pour la première fois, une loi attribue à une commission la compétence de donner son accord définitif à une convention de double imposition avec un Etat pas officiellement reconnu.



23 Élaboration d'un projet

Les projets élaborés par la CER-E sont les suivants :

- [09.434](#)é Iv.pa. CER-CE. Droit de timbre
- [09.454](#)é Iv.pa. CER-CE. Modification de l'arrêté fédéral relatif au financement additionnel de l'AI par un relèvement temporaire des taux de la TVA
- 09.456é Iv.pa. Niederberger. Simplification de l'imposition des gains de loterie
- 10.459é Iv.pa. CER-CE. Contre-projet indirect aux initiatives populaires "Accéder à la propriété grâce à l'épargne-logement" et "Pour un traitement fiscal privilégié de l'épargne-logement destinée à l'acquisition d'une habitation à usage personnel ou au financement de travaux visant à économiser l'énergie ou à préserver l'environnement (initiative sur l'épargne-logement)"

Les résumés des messages, des rapports et des délibérations sont disponibles sur Curia Vista (cf. liens ci-dessus) ou sur la page du Service de documentation présentant la [Rétrospective](#), où ils sont classés par thèmes.

Au sujet de l'élaboration du projet élaboré par la commission : [09.454](#)é Iv.pa. CER-E. *Modification de l'arrêté fédéral relatif au financement additionnel de l'AI par un relèvement temporaire des taux de la TVA*, deux remarques s'imposent. Cette révision a, d'une part, visé à modifier la date de l'entrée en vigueur d'une révision constitutionnelle à quelques mois de la votation populaire. D'autre part, entre la date du dépôt de l'initiative de commission et le vote final par les conseils, le délai a été inférieur à 50 heures, ce qui constitue sans doute un record absolu en la matière.

Le projet [09.434](#)é Iv.pa. CER-CE. Droit de timbre a également été élaboré très rapidement. Plus particulièrement, le délai entre le début de la seconde de phase et l'approbation par la commission du projet soumis au conseil a été très court : la CER-E a en effet voulu réduire à 2 semaines le temps pour l'élaboration de cette révision législative ce afin que cette révision législative puisse être mise en mise en vigueur au plus vite.

Relevons encore que le projet 10.459 a été élaboré par la CER-E à titre de contre-projet indirect aux deux initiatives populaires sur l'épargne-logement (09.074). Ce contre-projet a finalement été rejeté par le Conseil des Etats lors du vote final.

24 Projets d'acte de l'autre conseil

- [04.430](#)n Iv.pa. Maitre. Réglementation du prix du livre
- [04.450](#)n Iv.pa. Hegetschweiler. Acquisition d'un nouveau logement. Encourager la mobilité professionnelle



- 06.468n Iv.pa. Hegetschweiler. Couverture d'assurance. Lacune en cas de décès du propriétaire
- 09.510n Iv.pa. Bigger. Maintien des exportations suisses de bétail
- 11.467n Iv.pa. CER-CN. LACI. Délais-cadres et période de cotisation minimale pour personnes âgées de 55 ans ou plus

En ce qui concerne l'ivpa Maitre, il est à relever que la CER-E n'est pas entrée en matière sur ce projet par une majorité très claire, ce alors que lors de la première phase, elle avait donné son approbation à la décision de la CER-N de donner suite à cette initiative. Le Conseil des Etats n'a en revanche pas suivi sa commission puisqu'il est entré en matière et a renvoyé le dossier à la commission pour l'examen de détail.

En confirmant à deux reprises la non entrée en matière, le Conseil des Etats a définitivement liquidé le projet 04.450. Il faut signaler que cet objet n'a jamais convaincu le CE et que déjà dans la phase d'examen préalable il avait dû être traité à trois reprises par la commission (et 2 fois par le Conseil)

25 Examens préalables

Parmi les 12 initiatives que la commission devait examiner, la commission a donné suite à 6 d'entre elles, en a refusé une et a provoqué le retrait des 5 autres.

A l'égard des initiatives provenant de la commission soeur, la commission a approuvé 8 fois la décision d'y donner suite, s'y opposant à 12 reprises et suspendant dans un cas sa décision. Enfin, concernant les initiatives déposées par un canton, la commission a donné suite à 3 initiatives s'opposant à 22 d'entre elles.

26 Interventions

La commission a élaboré 13 motions et 1 postulat, soit en rapport avec l'examen d'objets présentés par le Conseil fédéral, soit sans lien avec un objet et suite à la thématization d'un sujet relevant de son champ de compétence.

En ce qui concerne les très nombreuses motions provenant du Conseil national (95 motions ; législature 2003-2007 : 32 !), la commission en a rejeté une très grande partie (52 rejets, 9 modifications, 22 approbations et 12 suspensions). Relevons que ce résultat contraste très fortement avec la législature précédente (20 motions approuvées, 1 modifiée, 11 rejetées).

27 Consultations sur des projets d'ordonnance, information et coordination



Outre les affaires qui lui ont été transmises par les bureaux des Chambres, la CER-E a traité divers problèmes d'actualité relevant de son domaine de compétences., en vertu de l'article 44, al. 1, let. c et d, LParl (cf. point 1),

Elle a dans ce cadre menés un grand nombre inhabituellement élevé d'auditions, dont de nombreuses en rapport avec la crise économique et financière ainsi qu'avec le thème de la simplification de l'imposition des personnes physiques.

Entretiens avec les chefs de département compétents / séminaires / auditions

- 14 janvier 2008
Information sur l'état de la discussion avec l'UE en matière de concurrence fiscale - discussion avec le CF Merz
- 15 janvier 2008
Question d'actualité en matière de surveillance des banques - discussion avec le CF Merz
- 11 février 2008
Entretien avec la Conférence des directeurs des finances sur la concurrence fiscale entre les cantons et l'harmonisation fiscale – audition avec la participation de :
 - Christian Wanner, Regierungsrat, Präsident der FDK, Finanzdirektor des Kantons Solothurn
 - Ulrich Cavelti, Professor, Leiter Koordinations- und Beratungsstelle der FDK, Präsident des Verwaltungsgerichts des Kantons St. Gallen
- 7 avril 2008
Séminaire simplification du régime fiscal - audition avec la participation de :
 - Urs Behnisch, Professor, Extraordinarius für Steuerrecht, Universität Basel
 - Christian Keuschnigg, Professor, Leiter Abteilung Finanzwissenschaft, Universität St. Gallen
 - Bernard Dafflon, Professor, Finances publiques, Université Fribourg
 - Peter Athanas, Professor, Chief Executive Officer, Ernst & Young Switzerland
 - Hans-Peter Portmann, Kantonsrat Zürich, Mitglied der Kommission für Wirtschaft und Abgaben
 - Bruno Knüsel, Steuerverwalter des Kantons Bern, Präsident des Vorstandes der schweizerischen Steuerkonferenz
 - Peter Schwendener, Finanzverwalter des Kantons Basel-Stadt
- 7 avril 2008
Mandat de négociation concernant l'Accord agricole de libre échange avec l'UE - audition avec la participation de :



- Christophe Eggenschwiler, Mitglied Geschäftsleitung Bauernverband und Leiter Departement Wirtschaft und Politik
- Andreas Stalder, Präsident IP-Suisse
- Fritz Rothen, Geschäftsführer IP-Suisse
- Peter Hofer, Präsident Suisseporcs (Schweizerischer Schweinezucht- und Schweineproduzentenverband)
- Felix Grob, Geschäftsführer
- Franz Urs Schmid, Mitglied Geschäftsleitung FIAL (Föderation der Schweizerischen Nahrungsmittelindustrien)
- Beat Hodler Fürsprecher, Mitglied Geschäftsleitung FIAL
- Interessengemeinschaft Detailhandel Schweiz (IG DHS):
 - Jürg Maurer, Migros-Genossenschaftsbund
 - Sybil Anwander, Coop
- Franziska Troesch-Schnyder, Präsidentin Konsumentenforum (kf)
- Delphine Centlivres, Generalsekretärin Fédération Romandes des Consommateurs (FRC)

- 1er juillet 2008

dans le cadre de l'examen des objets :

Loi sur les brevets. Choix du régime de l'épuisement en droit des brevets (08.010n)

Mo. Conseil national (Müller Thomas). Empêcher les abus dans le domaine du droit des brevets (07.3752n)

La commission a procédé à l'audition de :

- Patrick Kohler, Rechtsanwalt, Schindler Aufzüge AG, Ebikon
- Jürg Niklaus, Minder & Niklaus Rechtsanwälte, Zürich
- Peter Stefani, Jumbo-Markt AG, Dietlikon
- Urs Würsch, Geschäftsführer CP-Pumpen AG, Zofingen
- Thomas Cottier, Professor, Leiter Institut für Europa- und Wirtschaftsvölkerrecht, Universität Bern
- Roger Zäch, Professor, em. Ordinarius für Privat-, Wirtschafts- und Europarecht, Universität Zürich

- 1er septembre 2008

Imposition des familles - discussion avec le CF Merz

- 2 septembre 2008

Loi sur les entraves techniques au commerce (LETC) 08.054é

Loi sur la sécurité des produits 08.055é, audition avec la participation de :

- Thomas Pletscher, Mitglied der Geschäftsleitung, Economiesuisse
- Rudolf Horber, Mitglied der Geschäftsleitung, Schweizerischer Gewerbeverband
- Christophe Eggenschwiler, Leiter des Departements Wirtschaft und Politik, Schweizerischer Bauernverband



- Alma Frutig, Geschäftsführerin Konsumentenforum
 - Aline Clerc, spécialiste agriculture et alimentation, Fédération romande des consommateurs
 - Franz Urs Schmid, Mitglied der Geschäftsleitung fial, Direktor Chocosuisse
 - Brigit Hofer, Wirtschaftspolitik/Nachhaltigkeit, Coop Schweiz
 - Jürg Maurer, stv. Leiter Wirtschaftspolitik, Migros-Genossenschafts-Bund
 - Anastasia Li-Treyer, Direktorin Promarca, Schweizerischer Markenartikelverband
- 31 octobre 2008
Crise de marchés financiers, audition avec la participation de :
- Jean-Pierre Roth, Schweizerische Nationalbank, Präsident des Direktoriums
 - Eugen Haltiner, président CFB
 - Daniel Zuberbühler, directeur CFB
 - Peter Kurer, Präsident des Verwaltungsrates UBS AG
 - Herbert Bolliger, Präsident des Verwaltungsrates der Migrosbank
- 20 novembre 2008
Loi sur les banques 08.076én, audition avec la participation de :
- Lucas Metzger, Geschäftsführer, Institut für Banken und Finanzen, Universität St. Gallen
 - Beat Bernet, Professor Doktor, Direktor Schweizerisches Institut für Banken und Finanzen, Universität St. Gallen
- 20 novembre 2008
Crise des marchés financiers, audition avec la participation de :
- Urs Ph. Roth, Delegierter des Verwaltungsrates; Vorsitzender der Geschäftsleitung, Schweizerische Bankiervereinigung
 - Susan Emmenegger, Professor Doktor iur., LL. M., Universität Bern, Institut für Bankrecht, Schanzeneckstrasse 1 (UniS)
- 12 janvier 2009
Visite d'une délégation de la Commission des Finances et du Budget de la Chambre des Députés de Luxembourg. La discussion a porté sur : secret bancaire, la Suisse et l'UE, relations Suisse-Luxembourg dans le secteur financier, crise du marché financier.
- 19 février 2009
Participation des membres des 2 CER au séminaire OCDE à Paris: "high-level parliamentary seminar on the global financial and economic crisis".
- 23 février 2009
Imposition des familles - discussion avec le PC Merz
- 25 août 2009



Accord entre la Confédération Suisse et les Etats-Unis d'Amérique concernant la société de droit suisse UBS SA
Discussion avec le "Ausschuss des Bundesrates zum Bankgeheimnis"

- 25 août 2009
Entretien avec la Conférence des directeurs des finances sur la concurrence fiscale entre les cantons et l'harmonisation fiscale, audition avec la participation de :
 - Christian Wanner, Président FDK
 - Ulrich Cavelti, FDK
 - Andreas Huber, Sekretär FDK

- 15 octobre 2009
Visite des entreprises :
 - Straumann Villeret SA, Villeret
 - Affolter Technologies SA, Malleray
 - Manufactures des Montres Rolex SA, Bienne

- 23 novembre 2009
Une délégation composée de membres des 2 CER a rencontré, au début de la session d'hiver 2009, une délégation composée par leurs homologues du parlement vietnamien

- 25/ 26 janvier 2010
08.301é Iv.ct. JU. Pas à n'importe quel prix
08.307é Iv.ct. NE. Non aux importations de la misère
08.320é Iv.ct. GE. Produits agricoles: faire barrage aux denrées alimentaires cultivées dans des conditions écologiques et sociales désastreuses
08.326é Iv.ct. FR. Production de denrées alimentaires. Conditions inacceptables dans le sud de l'Espagne
09.311é Iv.ct. VD. Ne plus importer des denrées alimentaires produites dans des conditions sociales et écologiques inadmissibles
 - Pascal Corminboeuf, Conseiller d'Etat, Directeur des institutions, de l'agriculture et des forêts, Canton de Fribourg
 - Erica Hennequin, Députée, Canton du Jura
 - Doris Angst, Députée, Canton de Neuchâtel
 - Anne Mahrer, Députée, Canton de Genève
 - Fritz Glauser, Député, Canton de Fribourg

- 25/ 26 janvier 2010
09.324é Iv.ct. BE. Préservation de la souveraineté alimentaire
08.457n Iv.pa. Bourgeois. Souveraineté alimentaire
10-02 Crise alimentaire et pénurie de matières premières et de ressources (083270, Po. Stadler)
08.3194n Mo. Conseil national (von Siebenthal). Garantir l'approvisionnement de la population par la Politique agricole 2015



08.3260n Mo. Conseil national (Lang). Souveraineté alimentaire et denrées alimentaires de base

- André Nietlisbach, Generalsekretär, Volkswirtschaftsdirektion des Kantons Bern
- Hans Peter Baumann, stv. Leiter des Amtes für Landwirtschaft und Natur des Kantons Bern

- 25/ 26 janvier 2010

08.325é Iv.ct. NE. Introduire la perception à la source de l'impôt direct des personnes physiques

- Madame Caroline Gueissaz, Députée, Neuchâtel

- 23/ 24 février 2010

08.309é Iv.ct. SG. Suppression de l'imposition forfaitaire pour les étrangers. Egalité de traitement avec les contribuables suisses

- Christian Wanner, Präsident FDK und Finanzdirektor Kanton Solothurn
- Rainer Zigerlig, Leiter Kantonales Steueramt St. Gallen
- Maurice Tornay, Regierungsrat Kanton Wallis, Vorsteher des Departements Finanzen, Institutionen und Gesundheit
- Prof. Dr. Ulrich Cavelti, Rechtsberater FDK

- 29/ 30 mars 2010

08.302é Iv.ct. SG. Exonération fiscale des allocations enfant et formation (modification de l'art. 7 LHID)

08.308é Iv.ct. AG. Exonération fiscale des allocations enfant et formation (modification de l'art. 7 LHID)

- Regierungsrat Martin Gehrler, Vorsteher Finanzdepartement St. Gallen
- Rainer Zigerlig, Leiter des Steueramtes St. Gallen
- Grossrätin Andrea Moll-Reutercrona, Präsidentin der Kommission für Volkswirtschaft und Abgaben des Kantons Aargau
- Grossrat Franz Hollinger, Kanton Aargau

- 29/ 30 mars 2010

09.300é Iv.ct. BE. Imposition des prestations d'aide sociale

- Regierungsrat Urs Gasche, Finanzdirektor des Kantons Bern
- Bruno Knüsel, Steuerverwalter des Kantons Bern und Präsident der Schweizerischen Steuerkonferenz (SSK)
- Manfred Flösser, juristischer Experte, Steuerverwaltung des Kantons Bern

- 29/ 30 mars 2010

WAK-CER-10-04 BNS Compte rendu d'activité 2009

WAK-CER-10-07 Rapport du Conseil fédéral Axes stratégiques de la politique suisse en matière de place financière (Postulat Graber)



- Philipp Hildebrand, Präsident des Direktoriums, Schweizerische Nationalbank
 - Bertrand Rime, Direktor, Schweizerische Nationalbank
- 19 avril 2010
09.074n Initiative sur l'épargne-logement et Accéder à la propriété grâce à l'épargne-logement. Initiatives populaires
10.3012n Mo. Conseil national (CER-CN (09.074)). Initiatives populaires sur l'épargne-logement. Ordre des objets soumis à votation
- Regierungsrat Adrian Ballmer, Vizepräsident Schweizerische Gesellschaft zur Förderung des Bausparens (SGFB) Bertrand Rime, Direktor, Schweizerische Nationalbank
 - Nationalrat Hans Rudolf Gysin, Präsident SGFB
 - Rudolf Steiner, Präsident Hauseigentümerverband (HEV) Schweiz
 - Ansgar Gmür, Direktor HEV Schweiz
 - Regierungsrat Christian Wanner, Präsident der FDK und Finanzdirektor Kanton Solothurn
 - Ulrich Cavelti, Rechtsberater FDK
 - Peter Mischler, stv. Sekretär FDK
- 18 mai 2010
WAK-CER-10-15 Rapport de la commission d'experts "Too big to fail"
- Peter Siegenthaler, Präsident Expertenkommission
 - Thomas Jordan, Vize-Präsident Expertenkommission (Vize-Präsident des Direktoriums SNB)
 - Patrick Raaflaub, Vize-Präsident Expertenkommission (Direktor Finma)
- 26 août 2010
WAK-CER-10-15 Rapport de la commission d'experts "Too big to fail"
- Peter Siegenthaler, Präsident Expertenkommission
 - Thomas Jordan, Vize-Präsident Expertenkommission (Vize-Präsident des Direktoriums SNB)
 - Patrick Raaflaub, Vize-Präsident Expertenkommission (Direktor Finma)
- 21/ 22 octobre 2010
09.3226n Mo. Conseil national (Aebi). Adaptation de la directive sur la réduction des paiements directs
09.3434n Mo. Conseil national (von Siebenthal). Pour des dispositions pragmatiques dans les éthoprogrammes
09.3435n Mo. Conseil national (von Siebenthal). Exploitations comprenant des pâturages de début de saison. Conditions de détention respectueuses des animaux
09.3461n Mo. Conseil national (von Siebenthal). Contributions pour terrains en pente
- Lorenz Koller, Landeshauptmann Kanton Appenzell Innerrhoden, Präsident der Konferenz der kantonalen Landwirtschaftsdirektoren



- Roger Bisig, Sekretär der Konferenz der kantonalen Landwirtschaftsdirektoren

- 11 novembre 2010
10.060é Sécurité du logement à la retraite. Initiative populaire
 - Ansgar Gmür, directeur de l'Association suisse des propriétaires fonciers (APF) et représentant du comité d'initiative
 - Monika Sommer, directrice suppléante APF et représentante du comité d'initiative
 - Christian Wanner, conseiller d'Etat du canton de Soleure et président de la Conférence des directeurs cantonaux des finances (CDF)
 - Andreas Huber, secrétaire de la CDF
 - Eva Herzog, conseillère d'Etat et cheffe du département des finances du canton de Bâle-Ville

- 24/ 25 janvier 2011
10.3472n Mo. Conseil national (Aebi). Pour un modèle de régulation permettant d'adapter les quantités de lait aux besoins du marché
10.328é Iv.ct. VD. Production laitière
 - Peter Gfeller, Président SMP
 - Albert Röstli, Direktor SMP
 - Markus Willmann, Präsident der Vereinigung der Schweizerischen Milchindustrie
 - Jacques Gygax, Direktor, Fromarte
 - Roland Werner, Präsident des Verwaltungsrates der Thur Milch Ring AG
 - Nationalrat Markus Zemp, Präsident, Branchenorganisation Milch
 - Vincent Martenet, Präsident Weko
 - Patrik Ducrey, Stv. Direktor, Produktemärkte, Weko
 - Urheber der Standesinitiative
 - Jacques Nicolet, député, auteur de l'initiative; Lignerolle
 - Béatrice Métraux, députée, Bottens
 - Frédéric Brand, chef du service de l'agriculture du Canton de Vaud

- 22 février 2011
WAK-CER-10-25 Franc fort, répercussions sur l'économie suisse
 - Thomas Jordan, vice-président de la direction de la Banque nationale suisse

- 22 février 2011
10.3472n Mo. Conseil national (Aebi). Pour un modèle de régulation permettant d'adapter les quantités de lait aux besoins du marché
10.328é Iv.ct. VD. Production laitière
 - Markus Zemp, président de l'Interprofession suisse du lait

- 04/ 05 avril 2011



11.300é Iv.ct. Introduction d'une déduction pour la formation et la formation continue des enfants et des jeunes dans la législation fiscale

- Peter Hegglin, Direction des finances, Zoug
- Philipp Moos, Chef de la section d'administration des impôts, Zoug

- 10 mai 2011

11.028é Loi sur les banques. Modification (too big to fail)

10.3895n Mo. CER-CN. Exonération de l'impôt anticipé et des droits de timbre pour les emprunts convertibles

10.3352n Mo. CER-CN (10.050). Too big to fail

- Thomas Jordan, vice-président de la direction générale, BNS
- Patrick Raaflaub, directeur de la FINMA, DFF
- Peter Siegenthaler, président de la commission d'experts "Too big to fail"
- Christian Wanner, président de la Conférence des directeurs cantonaux des finances (CDF), chef du Département des finances, Soleure
- Andreas Huber, secrétaire de la CDF
- Pascal Gentinetta, président de la direction, Economiesuisse
- Rudolf Minsch, économiste en chef, Economiesuisse
- Daniel Lampart, économiste en chef, Union syndical suisse (USS)
- Claude-Alain Margelisch, CEO, Association suisse des banquiers (ASB)
- Urs Kapalle, Finances fédérales et fiscalité, ASB
- Ernst Baltensperger, professeur émérite de macroéconomie, Université de Berne
- Beat Bernet, professeur d'économie bancaire, Université de Saint-Gall
- Yvan Lengwiler, professeur d'économie politique, Université de Bâle
- Oswald Grübel, CEO, UBS
- Tobias Guldemann, Chief Risk Officer et membre du comité exécutif, Credit suisse

- 23/24 juin 2011

11.305é Iv.ct. TI. Renégocier l'accord relatif à l'imposition des travailleurs frontaliers et rétrocéder au Tessin une grande partie des versements provenant de l'imposition à la source

- Laura Sadis, Presidente del consiglio di stato e Direttrice del Dipartimento delle finanze e dell'economia, Bellinzona
- Christian Vitta, Deputato al Gran Consiglio – PLR
- Saverio Lurati, Deputato al Gran Consiglio – PS
- Corrado Barenco, portavoce della Presidente del consiglio di stato e Direttrice del Dipartimento delle finanze e dell'economia
- Jörg De Bernardi, Delegato del Cantone per i rapporti confederali

- 23/24 juin 2011

WAK-CER-10-20 Stratégie pour le tourisme suisse (08.3969 Darbellay)

11.019n Promotion économique pour les années 2012-2015

- Daniel Küng, CEO OSEC



- Jürg Schmid, Directeur Suisse Tourisme
- 23/24 juin 2011
09.3354n Mo. CER-CN. Incitations à des rénovations complètes en vue de réduire les pertes énergétiques dans les propriétés privées 2
09.3142n Mo. Conseil national (Groupe RL). Renforcer la propriété, économiser l'énergie, diminuer la valeur locative
08.331é Iv.ct. AG. Promouvoir l'assainissement énergétique des vieux immeubles par des incitations fiscales
09.304é Iv.ct. GR. Encourager l'assainissement énergétique des bâtiments
 - Giatgen-Peder Fontana, Député au Grand Conseil GR
- 31 octobre/ 1er novembre 2011
WAK-CER-11-02 BNS Compte rendu d'activité 2010
 - Philipp Hildebrand, Präsident (Direktorium), SNB
- 22 novembre 2011
WAK-CER-11-19 Perspectives du secteur bancaire en Suisse
 - Sergio Rossi, Prof. ord. macroéconomie et économie monétaire, Université de Fribourg, Département d'économie politique
 - Henry Peter, Seniorpartner Peterlegal SA

Sous-commission commerce quasi-professionnel de titres

- 20 janvier 2010
05.058é Loi sur la réforme de l'imposition des entreprises II projet 3 commerce quasi-professionnel de titres
 - Christian Wanner, Präsident der Konferenz der kantonalen Finanzdirektorinnen und -direktoren (FDK)
 - Bruno Knüsel, Präsident des Vorstandes der Schweizerischen Steuerkonferenz; Steuerverwalter des Kantons Bern
 - Ulrich Cavelti, Rechtsberater FDK, Verwaltungsgericht St. Gallen
 - Andreas Huber, Sekretär FDK
- 4 novembre 2010
05.058é Loi sur la réforme de l'imposition des entreprises II projet 3 commerce quasi-professionnel de titres
 - Prof. R. Waldburger ; Universität St. Gallen; Varnbühlstrasse 19, CH-9000 St.Gallen
- 21 décembre 2010



05.058é Loi sur la réforme de l'imposition des entreprises II projet 3 commerce quasi-professionnel de titres

- Urs Kapalle, Mitglied der Direktion der Schweizerischen Bankiervereinigung, Leiter Finanzpolitik und Steuern
- Fritz Müller, Präsident der Steuerkommission der Schweizerischen Bankiervereinigung, Leiter Steuern bei der CS
- Prof. R. Waldburger ; Universität St. Gallen; Varnbuelstrasse 19, CH-9000 St.Gallen

Consultations sur des projets d'ordonnance selon art. 151 LParl

- Ordonnance politique agricole Consultation (prise de connaissance)
- Monnaie fédérale Swissmint 2012-2015 - Mandat de prestation
- Service d'accréditation suisse SAS 2012-2015 - Mandat de prestation
- Agroscope (stations de recherche agronomique) 2012-2013 – Mandat de prestation

Consultations dans le cadre de la participation du Parlement à la politique étrangère selon art. 152 LParl

- Accord agricole de libre échange avec l'UE. Mandat de négociation Consultation
- OMC Adaptation du mandat de négociation Consultation
- Accord de libre échange avec des Etats de l'Europe du Sud-Est. Mandat de négociation Consultation
- Accord de libre échange avec la Russie et l'Ukraine. Mandat de négociation Consultation
- Accord de libre-échange AELE-Hong-Kong. Mandat de négociation Consultation
- Extension du mandat de négociation existant pour un accord de libre-échange AELE-Russie aux autres membres de l'Union douanière (Belarus et Kazakhstan)
- Consultation sur le mandat de négociations pour un accord de libre échange entre la Suisse et le République populaire de Chine
- Accord de libre échange AELE - Inde



- Accord concernant une demande d'entraide administrative du US-Internal Revenue Service au sujet de UBS SA entre le Conseil fédéral suisse et le Gouvernement des Etats Unis d'Amérique

Coordination avec d'autres commissions

- L'accord de libre-échange avec le Canada a été intégré par le CF dans le rapport sur la politique économique extérieure 2008, lequel était traité par la CPE-E. La commission a par conséquent rédigé un co-rapport à l'attention de la CPE-E.
- La commission a pris connaissance de plusieurs co-rapports, notamment de ceux de la commission de politique extérieure au sujet des mandats de négociation sur des accords de libre échange.
- 10.038^{én} Demande de renseignements des Etats-Unis d'Amérique relative à la UBS SA. Accord. Co-rapport à la CPE-E
- 08.080^é Contre les rémunérations abusives. Initiative populaire. CO. Modification Co-rapport à la CAJ-E

3 Composition de la commission, sous-commissions

31 Présidence

- Présidente session d'hiver 2007 - session d'hiver 2009 : Simonetta Sommaruga
- Présidente session de printemps 2010 - session d'automne 2010 : Helen Leumann
- Président session d'hiver 2010- session d'hiver 2011 : Dick Marty

32 Membres de la commission



- Composition de la commission à partir de la session d'hiver 2007 : Sommaruga Simonetta, Leumann, Berset, David, Forster, Frick, Germann, Graber Konrad, Leuenberger SO, Luginbühl, Marty Dick, Schweiger, Stähelin, Savary
- Nouveaux membres depuis la session d'hiver 2007 : Berberat remplace Leuenberger SO (décédé) à partir de la session d'automne 2009. Puis Fetz, Zanetti et enfin Amstutz (dès 2^{ème} trimestre 2011) pour Sommaruga (élue au Conseil fédéral)

33 Sous-commissions

La commission a institué les sous-commissions suivantes :

- 05.058é Sous-commission Commerce quasi professionnel des titres
Schweiger, Berset, David, Frick, Germann
Session d'hiver 2007 – pendant
- WAK-CER-09-07 Sous-commission Secret bancaire
Sommaruga Simonetta, David, Germann, Schweiger, Stähelin
Session de printemps 2009 – Session d'hiver 2009

4 Nombre de séances nécessaires

41 Commission

Ces travaux ont exigé au total 37 séances, équivalant à 50 jours de séances ou 301,25 heures (soit 6 heures par jour de séance en moyenne). Relevons que cinq séances spéciales ont dû être mises sur pied pour le traitement des messages urgents du Conseil fédéral relatif à la crise financière (08.076, 09.013, 09.062, 11.028)

Durant les sessions ont eu lieu au total 24 séances, équivalant à 17,25 heures (près de 0,75 heures par séance en moyenne).

Il ressort de ce qui précède que la commission a siégé au total 318,25 heures durant la la législature. Par rapport à la précédente législature, la commission a proportionnellement moins siégé. Ce résultat est un peu étonnant si l'on songe à la nette augmentation du nombre d'objets traités durant cette législature (voir chapitre 21). La raison de ce résultat paradoxal tient sans doute au fait que la commission a dû souvent travailler très intensément et sous une forte pression temporelle.

41 Sous-commissions



Ces travaux ont exigé au total 16 séances, équivalant à 43,25 heures (près de 2,7 heures par séance en moyenne).

5 Perspective

Les sujets importants à traiter pendant la première moitié de la 49^e législature (2011 – 2015) en fonction des domaines de compétences de la CER-E sont, selon l'état actuel des connaissances, les suivants :

- 05.058é Projet 3 - Commerce quasi professionnel des titres
- 08.053n Révision de la TVA, simplification, projet B – taux unique
- 08.053 : Révision de la TVA, projet 4 : taux pour l'hôtellerie
- 09.462 Iv.pa. Lüscher. Libéralisation des heures d'ouverture des shops des stations-service
- 10.049 (Fonds en déshérence)
- 10.060é Sécurité du logement à la retraite. Initiative populaire
- 11.043é L'imposition d'après la dépense. Loi

- 11.044 Loi sur l'assistance administrative fiscale
- 11.047n Loi sur l'impôt anticipé. Modification (Stimulation du marché suisse des capitaux)
- 11.057n Loi sur le contrat d'assurance. Révision totale
- Révision de la loi sur les cartels
- Accords de doubles impositions (dont accord avec Grande Bretagne, Allemagne)
- Adaptation des mesures d'accompagnement à la libre circulation des personnes
- Révision totale de la loi sur l'alcool
- Imposition du couple
- Imposition écologique
- Révision de la loi sur les placements collectifs de capitaux
- Financement de la Politique agricole (2014-2017)